

BLOQUE SINDICAL
MOVIMIENTO PERONISTA MONTONERO

BD

ARGENTINA

LA LUCHA DEL MOVIMIENTO OBRERO
CONTRA LA DICTADURA MILITAR,
POR LA LIBERTAD SINDICAL, LA PAZ Y LA
DEMOCRACIA

THE FIGHT OF LABOUR MOVEMENT AGAINST
THE MILITARY DICTATORSHIP, FOR UNION
FREEDOM, PEACE AND DEMOCRACY

LA LUTTE DU MOUVEMENT OUVRIER CONTRE
LA DICTATURE MILITAIRE, POUR LA LIBERTE
SINDICALE, LA PAIX ET LA DEMOCRATIE



Aux travailleurs, aux Peuples, aux Nations amies;

I. Les premières mesures prises par la Junte militaire argentine, aussitôt après le coup d'état du 24 Mars 1976, ont fait apparaître que l'un de ses principaux objectifs était de détruire le Mouvement Ouvrier Organisé, afin de favoriser les intérêts d'une oligarchie minoritaire, avide de pouvoir et d'argent.

Mais malgré la féroce repression effrénée et l'absence des droits syndicaux, les travailleurs argentins, unis à l'ensemble du Peuple, ont su organiser une résistance héroïque. Aujourd'hui, grâce à cette courageuse attitude, la dictature a freiné son offensive, entrant dans de sérieuses contradictions internes qui l'affaiblissent et offrent la possibilité de regagner le terrain perdu. La présence d'une délégation ouvrière, lors de la 64^e Conférence de l'O.I.T., en Juin 78, en est une preuve, et ne s'explique que comme un triomphe de la Résistance Syndicale arraché à la dictature. Cette délégation ouvrière a apparu dans le cadre d'une semi-légalité —70% des travailleurs ont leurs syndicats contrôlés au milieu des pressions et des menaces— et malgré l'attitude de quelques de ses membres, a su maintenir une position digne, en dénonçant les abus, en apportant un nouveau témoignage aux plaintes déposés par le Bloc Syndical du Péronisme Montonero.

Le "camarade" Serrano affirma lors de son discours devant la Conférence: "il y a une limitation de l'activité syndicale à des tâches administratives, rendant impossibles la négociation salariale et celle des conditions de travail, le risque de modifier le régime au détriment de la santé, du loisir et de la culture que sont en train de proposer les organisations syndicales aux travailleurs argentins et à leur famille, la suspension du droit de grève, l'intervention à la C.G.T., l'intervention aux plus importantes organisations syndicales, tout ceci en évidente contradiction avec les droits stipulés dans les accords 87, 98, et 135 de l'O.I.T. et en contradiction avec la détention des dirigeants et activistes syndicaux, sans motifs ni procès, tandis que l'on ignore le sort des autres; il y a aussi des renvois injustifiés d'activistes et dirigeants syndicaux tant dans le secteur privé que celui de l'état, transgressant la garantie à la stabilité dans le travail".

II. Nombreuses sont les personnes qui se demandent comment le Mouvement Ouvrier Argentin a pu résister à la répression dont il en est

INDICE

CONTENTS

TABLE DES MATIERES

1. Introducción

1. Introduction

1. Introduction

2. Violaciones de la Junta Militar a los derechos sindicales.

2. Righth of union's violation by the Military Junta.

2. Violations de la Junta Militaire contre les droits syndicaux.

- a) Legislación represiva.
- b) Intervención militar a los sindicatos.
- c) Nómina parcial de trabajadores y dirigentes sindicales detenidos, secuestrados y asesinados.

- a) Repressive legislation.
- b) Union's intervention by the Junta.
- c) Partial list of workers and union leaders arrested, kidnapped and murdered.

- a) Législation represive.
- b) Intervention militaire des syndicats.
- c) Liste partielle de travailleurs et dirigeants syndicaux arrêtés, envolés et assassinés.

3. La resistencia Sindical

3. Unión's ressitance.

3. La résistance syndicale.

4. La Solidaridad Internacional

4. International solidary

4. La solidarité internationale.

- a) Estado actual de las denuncias formuladas contra la Junta Militar Argentina de la OIT.
- b) Trámite ante el Comité de Libertad Sindical.
- c) Misiones y declaraciones de organismos internacionales de trabajadores.

- a) Today's situation of the reports presented to the I.L.O. against the Argentine Military Junta.
- b) Procedure sued before the Union's Freedom Committee.
- c) Missions and declarations of international workers' organizations.

- a) Etat actuel des dénonces formulées contre la Junta Militaire Argentine dans le B.I.T
- b) Démarche devant le comité de liberté syndicale.
- c) Missions et declarations des organisations internationales de travailleurs.

l'objet. Nous croyons que la compréhension de cette situation aidera à tous les frères qui nous représentent à mieux défendre la cause argentine.

Depuis la naissance de la CGT (Confédération Générale des Travailleurs) comme centrale unique en 1945, le Mouvement Ouvrier abrite dans son sein le péronisme, comme courant politique majoritaire. Loin de jouer un rôle éliminatoire, ce dernier constitue un pôle d'agglutination d'autres courants politiques qui ont aussi une voix dans le syndicalisme argentin, et se manifeste par son action connue comme l'une des enceintes infranchissables dressée face aux essais de démembrement du syndicalisme. Aujourd'hui, en 1978, le péronisme est toujours le facteur d'unité du mouvement ouvrier, avec, il est vrai, une situation politique différente, avec une crise interne produit d'une transformation nécessaire mais il constitue l'identité politique du syndicalisme argentin.

Il a toujours existé dans de nombreux pays, spécialement en Europe, de la part des mouvements syndicaux, une incompréhension historique du péronisme et de ses luttes, incompréhension qui se répète face à d'autres phénomènes de libération nationale et sociale de profond contenu anti-impérialiste. Une malheureuse simplification et associations de concepts, phénomènes et réalités, conduisit pendant longtemps à identifier les formes en développement des nationalismes populaires aux expériences fascistes. Ce fut cette tragique confusion sur l'essence et la nature du mouvement syndical argentin qui entraîna, pendant les premiers mois du gouvernement militaire, quelques représentants d'organisations syndicales internationales à considérer qu'il existait des objectifs "démocratisants" de la part des F.A. L'action exemplaire de la Résistance argentine fit qu'en peu de temps, plus personne ne put ignorer la réalité.

III. Dans la Résolution adoptée à la 64^e Conférence de l'O.I.T. où l'on dénonce la violation de la liberté syndicale en Argentine, on réclame l'intensification de la protection des droits des travailleurs, au moyen de lois appropriées et la libération des syndicalistes détenus, on y fait ressortir que les premières actions de la dictature militaire au sein de l'O.I.T. constituent une mystification pour les travailleurs ainsi que pour l'opinion publique internationale.

Face à cette situation, nous, les travailleurs argentins exigeons la restitution de nos syndicats et de la C.G.T., la mise en liberté des dirigeants et des travailleurs emprisonnés, et le rétablissement des lois de travail annulées, comme conditions indispensables pour assurer la paix et la démocratie dans notre pays.

A la recherche de ces objectifs, nous faisons un appel aux organisations amies pour que s'intensifient leurs efforts solidaires pour appuyer l'héroïque Résistance Syndicale Argentine.

Juillet 78

BLOQUE SINDICAL
MOVIMIENTO PERONISTA MONTONERO

BDIC

VIOLATIONS DES DROITS SYNDICAUX PAR LA JUNTE MILITAIRE

Dans l'Argentine d'aujourd'hui, l'existence d'une minorité qui s'est appropriée le pouvoir par la force, qui a réduit les salaires d'une façon draconienne a conduit à une situation de sur exploitation des travailleurs. Un salaire moyen qui se trouve sous le niveau minimum de subsistance, qui oblige le travailleur à allonger sa journée de travail et fomenté ainsi l'accumulation des emplois, a fait table rase de la conquête des 8 heures, sans qu'il existe d'autre fondement que la voracité d'une minorité oligarchique.

La magnitude de la super-exploitation des travailleurs argentins, est parfaitement reflétée dans les statistiques. En mai/juin 1976, une mission de l'Union des Banques Suisses visita Buenos Aires et réalisa une étude sur le pouvoir d'achat des salaires dans 41 grandes villes du monde. En prenant pour base les revenus moyens, l'étude comparait le nombre d'heures nécessaires à l'acquisition d'un ensemble minimum de biens et de services. La moyenne mondiale pour acheter toutes ces choses était de 162 heures et demie. A Buenos Aires, il fallait travailler 482 et 1/4 pour obtenir les mêmes choses.

C'était donc la ville où les travailleurs avaient le plus petit pouvoir d'achat dans l'échantillon choisi. D'autre part la "Gaceta Marinera", revue officielle de la Marine, calculait que les salaires réels étaient en août 1977 estimés à 60 points par rapport à l'indice de base 100 de l'année 1960. Mais 1960 fut, depuis 1948, la pire des années en matière de salaire réel (63,2 dans l'indice de base de 1948:100) et la pire année en matière de participation des salariés au budget (35,3% d'après des notes de la Banque Centrale de la République Argentine). Dès lors il n'est pas exagéré de conclure — comme l'a fait la presse spécialisée argentine — que la participation actuelle des travailleurs au budget national oscille entre le 25 et le 30%.

Les effets d'une politique de cette nature peuvent s'imaginer facilement: Analphabétisme et désertion scolaire, 49,2% à l'école primaire et 49,6% aux CES; sous-alimentation et sa tragique conséquence: la haute mortalité infantile. Conséquences politiques: augmentation de l'exercice de la violence sur les travailleurs et les secteurs populaires, essais de destruction de la structure syndicale, contrôle des corps de métier et détention, sequestre, torture et mort de ses dirigeants, interdits et sanctions pour les travailleurs.

Législation répressive

Nous donnons à la suite une esquisse des principales dispositions légales prises par la Junte Militaire. Il faut advertir que cette énumération nébrasse

se pas la totalité de la violence physique et légale exercée sur les travailleurs. Derrière cette légalité opère la violence de celle que les militaires appellent "la sale guerre", c'est à dire l'action de commandos paramilitaires qui sequestrent des délégués professionnels ou des activistes quand un conflit éclate, les torturant et les assassinant.

- Suspension des activités professionnelles des travailleurs, employeurs et professionnels. Le Point 7 de l'Act pour le Procès de Reorganisation Nationale, émané de la Junte Militaire.
- Suspension des négociations des commissions paritaires (Point 7 de l'Acte).
- Intervention de la CGT (6.000.000 affiliés) (Communiqué n° 58 de la Junte Militaire).
- Suspension du droit de grève et de toute action directe (Loi 21261 de mars 1976).
- Défense absolue de toute mesure de grève ou action directe et établissement d'une peine de prison de 1 à 6 ans pour ceux qui y participent et de 3 à 10 ans pour les instigateurs publics à des mesures de grève.
- Défense de célébrer des assemblées et des élections et toute activité professionnelle. Faculté illimitée du Ministère de Travail pour contrôler les associations de travailleurs. (Loi 21356 de juillet 1976).
- Annulation par loi 21296 des normes favorables aux travailleurs, incorporées par la loi 20744 de Contrat de Travail.
Quelques exemples:
 - Le principe "in dubio pro operario" est dérogé.
 - La charge de l'essai est invertie.
 - L'employeur peut se valoir de livres et de reçus défectueux.
 - La présomption de renvoi quand cesse la relation de travail disparaît.
- Suppression des clauses spéciales de conventions collectives du travail (loi 21476 de décembre 1-76). Les avantages obtenus par secteur ou partiellement par les différents syndicats au sein de leur convention collective disparaissent ainsi. Les régimes spéciaux d'échelle, licence, vacances, participation ouvrière, préavis et indemnisation spéciale, etc., sont abolis et toutes les déclarations sont soumises à révision.
- Dérogation de la loi 20615 sur les associations professionnelles. Les grandes lignes de la loi future sont anticipées dans un discours du Ministre de Travail et permettent de prévoir une grave restriction pour la liberté de l'organisation syndicale (la fonction de mandataire n'est pas accordée aux Fédérations et Confédérations du Travail).
- Suppression de toute activité politique et de part (Point 6 de l'Acte). Etablissement de la peine

BDIC



Le Junta Militaire emploie la violence comme unique soutien de sa politique.

de mort —clairement supprimée dans la Constitution Nationale— par la loi 21264, pour ceux qui réent un danger commun pour les personnes et les biens par incendie, explosion et autres moyens semblables.

- Suspension de "l'option à sortir" du pays, droit constitutionnel accordé aux détenus politiques sans procès pendant l'état de siège (loi 21275). Par un loi postérieure il fut établi que l'option pour être accordée par un comité militaire, sans possibilité de revoir sa décision.

- Loi 21274 sur "la mise à pied des employés", qui autorise à débaucher pour des raisons de service le personnel fixe ou intérimaire qui prête ses services dans l'administration publique, le pouvoir juridique et autres organismes et entreprises de l'Etat.

- Loi 21.278 qui suspend le Statut de L'Enseignant.

- Loi 21.263 qui élimine le "fuero" syndical consacré par la loi sur les associations professionnelles.



Contrôle militaire sur les syndicats

La Junta Militaire contrôle la Confédération Générale du Travail (CGT) qui représente 6.000.000 de travailleurs et la majorité des Délégations Régionales.

En outre elle a maintenu les dispositions administratives relatives à la dissolution et au contrôle de certains syndicats antérieures au coup d'Etat et

elle contrôle de nombreuses fédérations et syndicats qui regroupent 75% des travailleurs.

Liste des principales organisations contrôlées avant le coup d'état:

1. Federación Gráfica Bonaerense.
2. Sindicato de Luz y Fuerza, Seccional Córdoba.
3. Unión Obrera Metalúrgica, Seccional Villa Constitución.
4. Sindicato de Mecánicos y Afines del Transporte Automotor, Seccional Córdoba.
5. Asociación Obrera Minera, Seccional Sierra Grande.
6. Unión Obrera de la Construcción, Seccional Salto Grande (E. Ríos).
7. Sindicato de Obreros y Empleados del Ingenio Ledesma.
8. Asociación de Periodistas de Buenos Aires (Capital Federal).
9. Asociación de Trabajadores de la Universidad de La Plata.
10. Asociación de Trabajadores de la Universidad del Sur.
11. Asociación del Personal de la Universidad de Buenos Aires.
12. Unión obrera de la Construcción, Seccional Bahía Blanca.
13. Negociación de la personería gremial a la Confederación de Trabajadores de la Educación de la República Argentina, organización sindical ampliamente mayoritaria de los trabajadores docentes.

Liste des principales organisations contrôlées à partir du 24 mars 1976.

14. Federación de Obreros y Empleados Telefónicos de la República Argentina.
15. Unión Obrera Metalúrgica de la República Argentina.
16. Unión Obrera de la Construcción de la República Argentina.
17. Federación de Sindicatos Unidos Petroleros del Estado.
18. Federación Argentina de Trabajadores de Prensa
19. Federación Gremial del Personal de la Industria de la Carne y Derivados.
20. Asociación Obrera Textil.
21. Federación de Estibadores Portuarios.
22. Federación de Vendedores de Diarios y Revistas
23. Sindicato de Mecánicos y Afines del Transporte Automotor.
24. Unión Docentes Argentinos.
25. Sindicato de Trabajadores de Talleres y Astilleros Navales.
26. Federación de Obreros y Empleados de la Industria Azucarera.
27. Asociación Argentina de Empleados de la Marina Mercante.
28. Asociación de Empleados de la Dirección General Impositiva.
29. Federación Nacional de Vialidad Nacional.
30. Sindicato de Obreros Empacadores de Fruta de Rio Negro y Neuquén.
31. Sindicato Argentino de Obreros Navales.
32. Sindicato Gráfico Argentino.
33. Sindicato de Trabajadores de Gas del Estado.
34. Federación Obrera Ceramista de la República Argentina.
35. Federación Argentina de Trabajadores de Farmacia.
36. Federación Argentina de Trabajadores de Luz y Fuerza.
37. Unión Ferroviaria.
38. Asociación Bancaria de la República Argentina.
39. Unión de Obreros y Empleados Municipales.
40. Sindicato Luz y Fuerza (Capital Federal).
41. Sindicato Luz y Fuerza (Córdoba).
42. Sindicato de Trabajadores de Perkins.
43. Federación Argentina del Personal de Gas del Estado.
44. Unión Educadores de la Provincia (Córdoba).
45. Asociación Trabajadores del Estado (Córdoba).
46. Sindicato Obras Sanitarias de la Nación (Córdoba).
47. Sindicato Conductores de Taxis (Córdoba).
48. Federación de Obreros y Empleados de la Industria Vitivinícola.
49. Frente Nacional Docente.
50. Sindicato de Obreros y Empleados Petroquímicos de San Lorenzo.
51. Asociación de Trabajadores de la Sanidad Mendoza).
52. Sindicato de Luz y Fuerza (Mendoza).
53. Sindicato Obrero Marítimo Unido.
54. Federación Argentina Marítima.
55. Sindicato de Telefónicos (Rio Cuarto).
56. Sindicato de Vendedores de diarios, revistas y afines (Bahía Blanca).

57. Asociación Regional Músicos y Afines del Sur (Bahía Blanca).
58. Asociación Supervisores Industria Metalúrgica de la República Argentina.
59. Sindicato Unión Portuarios Argentinos (Santa Fe).
60. Federación Argentina de Trabajadores Rurales y Estibadores (Seccional Escobar).
61. Unión Obreros de la Industria Maderera de Tagtagal (Salta).
62. Federación Argentina de Trabajadores Estatales Provinciales.
63. Asociación del Personal Técnico Aeronáutico.
64. Asociación del Personal Aeronáutico.
65. Unión Personal Superior y Profesional de Empresas Aero-Comerciales.

ARGENTINE EN CHIFFRES

L'économie

P.I.B. (1976)	39.000 millions U\$S
P.I.B./per capita	1.590 U\$S
Exportations 1977	5.677 millions U\$S
Importations 1977	3.710 millions U\$S
Dettes extérieures 1977	10.000 millions U\$S
Taxe inflation 1977	170%
Participation des travailleurs dans P.I.B.	30%

Distribution de la population

POPULATION TOTAL DU PAYS	25.500.000
POPULATION RURALE	21%
POPULATION URBAINE	79%
POPULATION ACTIVE	10.000.000
TRAVAILLEURS SALARIES	7.500.000

Le Mouvement Ouvrier Argentin

6 millions d'affiliés à la CGT (centrale unique)
80 Délégations régionales de la CGT.
100 Fédérations, associations et unions nationales.
3.000 Syndicats de base
100.000 Délégués de base



RESISTANCE SYNDICALE

Pendant les mois qui suivirent Mars 76 et ce, jusqu'à ce jour, les conflits dans les principaux corps de métiers et dans les principales usines du pays se sont succédés sans solution de continuité.

Etant donné leur grand nombre nous n'en mentionnerons que quelques uns qui prennent une importance spéciale par le nombre des travailleurs qui y participent, par les caractéristiques des mesures de lutte prises et par les conquêtes obtenues en les arrachant à la Dictature Militaire.

Lumière et Force

En septembre 76, le mouvement de résistance des travailleurs des entreprises électriques commence par des arrêts de travail réalisés par les travailleurs de SEGBA pour appuyer la demande de liberté faite, par les 19 délégués prisonniers et leur autre demande d'accomplissement d'obligations des conventions collectives et la paie des rétroactivités.

Au mois d'Octobre, l'arrêt de 264 travailleurs du syndicat de la Lumière et de la Force, dont plus de la moitié est déléguée et membre de la Commission Directive, est décidé; entre ces travailleurs se trouvent Oscar Smith, le Secrétaire général. Des manifestations se produisent le cinq à Buenos Aires qui défont la répression et qui réclament la libération des dirigeants détenus. L'entreprise répond en renvoyant 50 nouveaux travailleurs. La "grève sur le tas" s'étend à toutes les entreprises électriques. Le personnel demeure sur le lieu de travail mais sans rien faire. Le lendemain le mouvement s'étend à toute la Province de Buenos Aires et de Rosario. 90 travailleurs de Lumière et Force sont détenus. Les attentats contre les centrales électriques se succèdent. L'armée de terre et la marine ainsi que la gendarmerie occupent les lieux de travail.

Le 17, la Junte Militaire, face à la prolongation de la grève libère quelques dirigeants syndicaux détenus.

Le dirigeant syndical Oscar Smith, Secrétaire général de ce corps de métier, est sequestrés sans que l'on ait eu de ses nouvelles jusqu'à ce jour. Des arrêts partiels se produisent pour démontrer la réprobation inspirée par cet enlèvement.

Le personnel n'accepte pas les modifications des conditions de travail imposées par les autorités. Il continue à accomplir son travail en accord avec la convention collective en vigueur avant le 24 mars 1976.

En janvier 1977 la grève sur le tas continue. Cette grève a des effets décisifs sur la prestation de ce service. Et le 4, les 19 tours de haute tension qui fournissent le fluide à la capitale fédérale sont jetées à terre.

Le 24, la Junte Militaire fait connaître les nouvelles règles de travail pour le personnel de l'électricité de l'eau et de l'énergie:

La semaine passe de 36 à 42 heures et l'on établit le régime des vacances, les renvois pour maladie, études, etc. La commission de cogestion et d'auto-gestion est supprimée. Une manifestation, pour protester contre ces mesures, se déroule le 25.

Le nouveau régime de travail entre en vigueur en février, mais le personnel n'en tient pas compte. Les conséquences du travail au ralenti se font ressentir dans le service à Mar del Plata et à Cordoba qui sont en pleine saison. Le service de la centrale de Sorrento et de Rosario est interrompu. Les programmes de télévision sont suspendus pendant six heures. Les actes de sabotage continuent contre plusieurs sous-stations, plateformes avec transformateur et véhicules de l'entreprise. Des sanctions économiques contre les travailleurs sont appliquées. Le 24 une coupure générale d'électricité à Buenos Aires pendant plusieurs heures, produit la paralysation du métro et d'autres services.

Au mois d'avril à cause de incidents qui se produisent dans les installations de la centrale électrique de Puerto Nuevo ainsi que dans le système d'interconnexion qui alimente Buenos Aires, des coupures totales d'énergie se produisent à partir de 11 heures. Le 29, les quartiers résidentiels de la haute bourgeoisie argentine du grand Buenos Aires: San Isidro, Martinez, San Fernando et Acasuso, furent privés de lumière pendant un certain temps à cause de plusieurs attentats.

En novembre 1977, à Lomas de Zamora, le Délégué de Lumière et Force, Juan Luis Bonggio est seques-

tré. Quand cet enlèvement arrive aux oreilles du personnel de la Centrale Côtière Nord de Segba, le travail est abandonné le seul tour de garde est assuré comme pour un jour férié. Deux jours plus tard, Bonggio est abandonné par ceux qui l'avaient sequestré dans les environs de Barracas et le personnel de la Centrale reprend son travail.

Le 16 novembre se produisent des coupures d'énergie électrique qui embrassent un large secteur du centre de la Capitale Fédérale, plusieurs quartiers, et le trafic des lignes A et B du métro.

Conflit ferroviaire

Les principales causes du conflit ferroviaire furent les bas salaires des ouvriers du rail et le refus des projets de "rationalisation" qui impliquait le démantèlement de l'entreprise nationale en même temps que son incorporation au secteur privé condition imposée par le Fond Monétaire International.

En février 1977, les effets du mouvement protestataire, commencé en silence par les travailleurs, se font déjà sentir. La Junte Militaire avait déjà disposé la mise à pied de 1000 travailleurs. Le chargement et le déchargement des wagons ne se fait qu'à 60% de son pourcentage normal à cause du travail au ralenti. Le 21, le fait que la Junte a décidé de renvoyer 20.000 travailleurs des chemins de fer est rendu officielle. On prévoit le démantèlement de 14.000 km de voie ferrée sur un total de 4.000 km.

Le 4 mars des incendies provoqués éclatent dans les ateliers de chemins de fer de l'ingénieur Cipoletti, dans le sud du pays. En avril, des protestations, qui vont contre la suspension du service de voyageurs couvert par les chemins de fer, sont organisées dans plusieurs villes de l'intérieur. Pour de nombreuses raisons beaucoup de



Les ouvriers de lumière et force contre les normes antiouvrières du conseil militaire.

villes dépendent du train qui est le seul à rompre leur isolement. Les protestations les plus importantes se succèdent à Cordoba, Santa Fe et la Rioja.

En mai, sur les lignes de la Roca et Mitre, des actes de sabotage se produisent. Des arcs métalliques spéciaux furent soudés au troisième rail. Le 17 mai, le président des Chemins de Fer Argentins annonce la prochaine mise à pied de 23.000 personnes. La nouvelle loi de débauchage des travailleurs ferroviaires est connue le 1^{er} juin grâce au Secreatariat des Transports.

Le 26 Octobre 1977, les lampistes des Chemins de Fer Roca, branche de La Plata, interrompent totalement leur travail, réclamant des augmentations de salaire. Les services en direction de V. Blanca, Mar del Plata et Bariloche sont suspendus. Le 28, à la gare de la Constitution, la paralysation du travail s'étend aux Chemins de Fer Mitre, San Martin et Urquiza. Le personnel affilié à la Fraternité et Union Ferroviaire rallie le mouvement de force commencé par les lampistes.

L'entreprise demande au personnel de rejoindre son poste de travail sous la menace de l'application de la loi 21400 qui prévoit le renvoi pour ceux qui se maintiennent dans leur position de pression.

Quelques individus incendient une gare de triage de la compagnie Urquiza, gare de Lourdes, près de la Capitale Fédérale ce qui a pour résultat l'interruption du service à cet endroit.

A la fin d'une réunion avec les dirigeants syndicaux ferroviaires, l'Entreprise fait connaître un communiqué.

Il est prévu une augmentation de salaire de 35 à 43% selon les catégories. Les travailleurs célèbrent des assemblées; la plus importante de ces assemblées à lieu à Remedios de Escalada; il y est décidé de refuser le montant de l'augmentation et les arrêts de travail reprennent.

L'Entreprise fait paraître un nouveau communiqué qui annonce la décision irrévocable d'appliquer des sanctions et le fait que des télégrammes de licenciement ont déjà été envoyés.

Le lendemain, à la gare de la Constitution, un travailleur est fusillé. Le Commando de la Zone Militaire I informa officiellement "que près de la Place Constitution, une patrouille avait abattu avec une arme à feu" un ouvrier "qui poussait à l'arrêt de travail" et ajoutait: "Les forces de l'ordre accomplissent la mission imposée qui a pour but d'assurer la liberté du travail".

Le 5 les services commencent à se normaliser. On apprend qu'entre les dirigeants des diverses branches d'activité et l'Entreprise, des conversations se sont initiées. Les travailleurs décident d'accorder un délai de deux mois afin d'obtenir également des solutions aux autres revendications puisque l'augmentation des salaires est acquise.

A partir de ces négociations on ouvre une parenthèse dans le conflit qui se fermera quand l'entreprise maintendra ses positions. Le 18 janvier 1978, le personnel de la Section Victoria Del Mitre commence les mesures de pression. Les travailleurs

étant en desaccord avec les nouveaux diagrammes sur le repos que l'entreprise pretend leur imposer, ces mesures prennent jour. Des conversations entre travailleurs et autorités se déroulent; Elles effacent les nouveaux diagrammes donnant ainsi une solution au conflit. Le 21 le licenciement de 120 employés ferrovières de Comodoro Rivadavia est connu et du a la suspension définitive du transport pas rail entre centre de la ville et les quartiers périphériques. La fermeture d'ateliers du General Belgrano de Santa Fe est également annoncée; dans ces ateliers il y a 500 travailleurs qui commencent une mobilisation empêchant pour le moment que cette mesure entre en vigueur. Le 7 mars 1978 les dirigeants de la section électrique de San Martin, Victoria, Villa Lynch y Castelar annoncent un arrêt de 24 heures pour le 9. On demande un salaire de 100.000 pesos et en appui des essais en cours sur l'application des indices d'élasticité des salaires.

Le 8 les chemins de fer argentins font connaître que "les autorités compétentes annoncent l'arrêt des dirigeants qui ont provoqué cet arrêt en violation des lois 21400 y 21261 toutes deux de Sécurité Nationale.

Les principaux dirigeants de cette section sont détenus et les délégués décident la reprise du travail pour éviter que les détenus ne soient jugés par les dites lois. Les dirigeants de ce corps de métier sont convoqués par le Ministre du Travail pour arriver à un accord sur les points en litige dans

des réunions avec des représentants de l'entreprise.

Industrie Automotrice

Depuis l'instauration de la Junte Militaire, des conflits dans l'industrie automotrice se succèdent sans interruption. La rigide politique de congélation des salaires imposée par les militaires affecta principalement les travailleurs de l'industrie automotrice, un des secteurs les plus dynamiques de l'économie. D'autre part, la réduction du pouvoir d'achat de la population, provoqua une forte récession industrielle, dont les effets se font encore sentir d'une façon dramatique.

En avril 1976 seulement un mois avant le coup militaire, les travailleurs de la General Motors décident une grève vue la décision de l'entreprise d'appliquer une nouvelle loi censurée par la dictature qui établit une diminution du repos du personnel. L'armée bloque la fabrique avec des tanques et occupe les services. Des détentions ont lieu. Quelques jours plus tard la General Motors rétablit les anciens repos et le travail se normalise.

En septembre les travailleurs de Ford et Chrysler inicient la mobilisation de la base à l'intérieur des services et réclament des améliorations de salaires. Une grève générale est également déclenchée à la General Motors.

La Junte Militaire censure la loi 21400 de la Sureté Industrielle qui impose des peines de 3 à 10 ans de prison aux "instigateurs directs des mobilisations de la base".

Malgré la loi, le conflit se généralise et tous les travailleurs se plient à la grève. L'Infanterie De Marine occupe le service Barracas de General Motors et réalise le travail de 2400 ouvriers.

En novembre 76, les travailleurs paralysent les services de Fiat de Caseros y El Palomar, pour protester contre l'indice de réajustement de salaire. Les travailleurs de Fiat Concord et Renault de Córdoba s'unissent. 40 activistes et délégués de section des services de la province de Buenos Aires sont détenus.

En mars 77 les ouvriers du service de Santa Isabel (Córdoba) de Renault et de Fiat Concord de Córdoba paralysent le travail pour protester contre les projets de salaires publiés. Le lendemain les ouvriers de Grandes Motores Diesel paralysent toute activité.

En juin 77, dans l'entreprise de tracteurs John Deere une grève s'initie pour obtenir une augmentation de salaire. Le gouvernement déclare l'arrêt de travail illégal ainsi que celui qui se déclare chez Massey Ferguson de même activité. L'augmentation des salaires est obtenue après un arrêt de travail de 10 jours. En novembre 77

les travailleurs de Safrar Peugeot du service de Florencio Varela provoquent une diminution du 50% de la production, en retirant leur collaboration à l'entreprise en vue d'améliorer les salaires.

En janvier 78 Fiat, Chrysler, Renault et Ford renvoient leur personnel pendant tout ce mois et lui donnent des vacances obligatoires pendant le mois de février. Cette décision est ensuite adoptée par General Motors et Safrar-Peugeot.

Les travailleurs portuaires

La première bataille livrée par les travailleurs portuaires contre la dictature Militaire eut lieu en novembre 76, le gouvernement ayant censuré la loi 21429 qui modifiait les conditions de travail et annulait les primes au travail insalubre ou dangereux.

Cette bataille prit la forme d'un "travail à contre coeur" et paralysa pratiquement tout le port de Buenos Aires. Des effectifs de la Marine ont pris possession du port. Un grand incendie se produisit au Dique Cuatro. Les entreprises décident de payer de meilleures rémunérations pour rendre possible le chargement et le déchargement.

En janvier 1977, les mesures de pression reprennent à l'occasion du chargement de la récolte des céréales. Un nouvel incendie se déclara à la Préfecture Navale du port de Buenos Aires.



Ouvriers mineurs. Hier comme aujourd'hui les luttes persistent.

En novembre 77, les arrimeurs reprirent le travail réglementaire pour appuyer des améliorations de salaire de 100% en prenant pour base les rémunérations en vigueur. Le travail se normalise à partir de la moitié du mois, après avoir obtenu en partie les améliorations de salaire exigées.

Travailleurs de l'Imprimerie

En septembre 1976, conflit aux ateliers Codex qui comptent 1200 travailleurs. En novembre de cette même année, Crónica renvoie pendant 29 jours le personnel de son édition matinale qui travaillait sur règlement pour appuyer une augmentation de salaire.

Téléphone

En février 1977, le Téléphone d'Etat reconnaît l'existence de 50.000 téléphones hors service à cause d'actes de sabotage. En mai 77, le Secrétaire Général du syndicat de Jujuy, Maximo Tell et la Secrétaire aux Finances, Teresa Sardica sont séquestrés.

Secteur de la ceramique

En septembre 77, le personnel de l'entreprise de Lozadur située à Boulogne, province de Buenos Aires, commence à exercer de fortes pressions en vue d'augmentations de salaire. En octobre le travail commence à s'accomplir mais sans grand intérêt. La direction de l'établissement sollicite l'intervention militaire du secteur. L'entreprise licencie 750 ouvriers sur un total de 920.

L'Armée dresse un système de sureté très dur autour de l'usine. Le chef de control de qualité de Lozadur, Ricardo Salar, est tué dans un attentat. Quelques jours plus tard l'entreprise décide la réincorporation des 750 ouvriers licenciés et une amélioration de salaire.

Le secteur du souterrain

En novembre 77, un arrêt de travail est réalisé en vue d'une augmentation de salaire. Plusieurs travailleurs sont détenus dont la libération est réclamée. Quelques jours après l'entreprise dans laquelle persistait une très forte pression, décide une augmentation et la mise en liberté des travailleurs détenus.

Construction

En octobre 1976, les travailleurs du puissant groupe italien de Construction Techint, soutiennent un conflit d'un mois pour obtenir des augmentations de salaire.

Postes

En novembre 1977, les facteurs de la ville de Mar del Plata paralysent leur

travail pour protester contre les bas salaires. Les employés des postes de la ville de Mendoza adoptent la même attitude.

Travailleurs de l'Industrie chimique

Début novembre 1977, pour obtenir des améliorations de salaire, les ouvriers de la Petroquímica Argentina de San Lorenzo (PASA), effectuent des arrêts de travail de deux heures par rotation.

Travailleurs du secteur de la viande

Des ouvriers de la Corporation Argentine de Producteurs de Rosario arrêtent toute activité pour obtenir des augmentations en novembre 77. En février 78, les ouvriers du frigorifi-

que Swift, de Berisso, commencèrent à appliquer la "non collaboration" face à la négative de l'entreprise de ne pas augmenter les salaires.

Petroliers

En novembre 77, ils effectuent des arrêts de travail par secteur avec l'idée d'obtenir une augmentation de salaire. Par la suite, ils appliquèrent la "non collaboration" en ne faisant plus d'heures extraordinaires.

Les employés de banque

En novembre 77 les employés de la Banque de Crédit Argentin inicient des arrêts de travail sur le tas. Dans la région de Lomas de Zamora la police oblige les travailleurs à abandonner les lieux. Dans la Banco Nacion, des insecticides (en forme de pastilles) sont placés obligeant les employés à

abandonner les lieux. De cette façon on obtient une augmentation de salaire de 43%.

Secteur du verre

En décembre 77, aux Cristalerias Rigolleau où travaillent 3000 ouvriers, le travail est paralysé en vue d'une augmentation de salaire. Des détachements de la police décident de protéger et d'encercler l'établissement. Le 28 d'accord un communiqué du Comando de la Zona 1, deux personnes qui participaient des imprimés en faveur du conflit son abattues.

L'entreprise procède au licenciement et au renvoi d'une partie du personnel. Le conflit continue et l'entreprise décide une augmentation de 40% et la réincorporation des travailleurs licenciés.

C.G.T. PENDANT LA RESISTANCE



Un projet de lutte et d'organisation

Seulement 5 mois avant l'instauration de la Dictature Militaire, le 14 août 1976, éclate au sein du Mouvement Ouvrier, une force composée par les jeunes et anciens dirigeants syndicaux ayant une grande expérience et représentation. Son but principal est de donner à la résistance de métier, l'emprisonnement des dirigeants, la proscription des autres et la terrible et déchaînée répression.

Son programme est synthétisé en 10 points revendicatifs que d'une façon ou d'une autre est soutenue aujourd'hui par la majeure partie du mouvement ouvrier d'où s'établit une arme importante d'unité et de convocation. Cette convocation compte entièrement avec l'impulsion et l'appui total du Bloc Syndical du peronisme "Montonero" qui constitue l'une des plus importantes forces politiques syndicales dans ce domaine.

Dans la résistance la CGT est un organisme de forces revendicatives qui soutient l'unité et l'organisation du mouvement ouvrier autour du principe d'une CGT unique et d'un seul syndicat par branche industrielle. Cela constitue aujourd'hui

une des forces les plus dynamiques et mieux organisée de la Résistance syndicale.

Son principal but est d'obtenir la normalisation syndicale dans un cadre de légalité, de respect aux conquêtes laborales des travailleurs et de leur dignité. Cela ne représente pas une proposition de parallélisme syndical ni essai de supplanter une organisation comme notre CGT, nos unions et fédérations forgées à travers des années de lutte et qui nous appartient à nous les travailleurs. Au contraire, son caractère transitoire fait qu'une fois établie la normalisation syndicale, la CGT en résistance cessera d'exister et leurs hommes et leurs efforts s'échemineront à travers des syndicats légaux.

La CGT dans la Résistance est une suite historique de la lutte du mouvement ouvrier qui en d'autres époques et face à d'autres interventions militaires se posa de façons différentes de syndicalisme résistant comme fut la CGT Negra ou Auténtica après 55 ou la CGTA en 1968.

La Résistance de la CGT déclare aujourd'hui une proposition d'unité en accord avec la lutte pour la liberté et la normalisation syndicale exposée en 6 points minimum.

1. Augmentation d'urgence de 100 pour 100 et salaire minimum vital et mobil de 10 millions.
2. Normalisation syndicale et défense de la loi des associations professionnelles (loi 20615) en vigueur le 24.3.76.
3. Devolution des oeuvres sociales aux travailleurs et défense du patrimoine syndical.
4. Renonciation de Martinez de Hoz et lutte pour une politique économique en défense des intérêts populaires.
5. La liberté pour les associés prisonniers détenus sans motif et la publication de la liste complète des détenus avec l'endroit où ils se trouvent et leurs respectifs procès.

LA SOLIDARITE INTERNATIONALE

Il y a plus de deux ans que le Mouvement souffre l'assaut permanent de la Dictature Militaire. La solidarité internationale avec le Mouvement Ouvrier Argentin ne se fit pas et de nombreuses organisations élèvent leurs voix de protestation et de condamnation à la Junte Militaire. Malgré tout cette immense mobilisation internationale n'a pas rencontré un echo proportionnel au sein de la BIT où l'on a pas encontre adopté una ferme résolution face a la violation des droits syndicaux en Argentine.



ETAT ACTUEL DES ACCUSATIONS PRESENTES CONTRE LA JUNTE MILITAIRE ARGENTINE AUPRES DE LA BIT.

Il existe une plainte présentée en avril 1976 par la CMT, la FSM et la CNT du Pérou en vertu de l'article 24 du Statut de Constitution de la BIT; se référant à la détention ou la disparition de syndicalistes, à l'intervention des syndicats et à la restriction des activités syndicales. La plainte se fonde sur la violation par le gouvernement argentin des promesses sur les libertés syndicales et sur la protection du droit de se syndiquer (1948, n° 87) ratifié par l'Argentine le 18/1/69, et l'accord sur le "droit de se syndiquer et de réaliser des négociations collectives" de 1949 (n° 98) ratifié le 24/9/1956 (cas n° 842).

D'autre part, il existe une autre plainte présentée à la 63^e réunion (1977) de la Confédération Internationale du Travail, en vertu de l'art. 26 de la constitution de la BIT, fondée sur la non observance de la part de l'Argentine de l'accord n° 87, présenté par les delegations des travailleurs du Royaume Uni, de l'Allemagne Federale et de la Colombie. Dans sa présentation, ces pays énumèrent les démarches accomplies par la CIOLS et aussi la non observance des promesses formulées par la Junte Militaire au Secrétaire General de cette Confédération, Otto Kersten, dans une lettre en date du 21 avril 76.

Il existe finalement au sein du Comité de Liberté Syndicale, de nombreuses accusations pour détentions et disparition de dirigeants syndicaux, formulées par des syndicats argentins ou des confédérations syndicales internationales. Avec ces accusations, le Comité de Liberté Syndicale a confectionné une longue mais incomplète liste de syndicalistes prisonniers ou disparus.

En vertu de la procédure logiférée pour ce type d'accusations, le gouvernement argentin a été averti des charges contenues dans les plaintes au

sein du Comité de Liberté Syndicale. Dans ses communiqués, la Junte Militaire a exprimé que les mesures adoptées l'avaient été pour essayer de "... limiter l'activité syndicale et pour que les syndicats ne s'immiscent pas dans des questions hors de leur compétence et avaient pour cela débarrassé les syndicats de la corruption, de la subversion et du désordre". En ce qui concerne les privations de liberté des dirigeants et des activistes, la Junte Militaire déclarait dans l'un de ses communiqués que "... les dirigeants syndicaux étaient détenus pour avoir réalisé des activités considérées comme illicites".

Le Comité presenta plusieurs documents lors des réunions suivantes du Conseil De l'Administration de la BIT: 201, réunion de nov. 1976; 202, réunion de mars. 77; 204, réunion de nov. 77; 203, réunion de mai/juin 77 et 205, réunion de mars 78. Dans ces exposés qui furent approuvés par le Conseil d'administration il était signalé en ce qui concerne l'Argentine "... la préoccupation devant le fait que le gouvernement (argentin) déclare ne pas posséder de documents relatifs à un grand nombre de personnes" mentionnées par les plaignants comme étant détenues. En ce qui concerne le contrôle des organisations syndicales et les restrictions imposées aux activités syndicales... prend note que malheureusement et malgré le temps passé, les organisations syndicales sont encore l'objet de l'intervention des autorités".

Le compte-rendu du Comité approuvé à la 205 Réunion du Conseil de l'Administration (mars 78) signalait (le Comité) "... qu'il était très préoccupé par la situation actuelle en Argentine en ce qui est du cas dans son ensemble" et conseillait en ce qui concerne la détention des syndicalistes que "... l'on exprime de nouveau la préoccupation relative aux syndicalistes qui d'après les plaignants ont été détenus et séquestrés ou ont disparu, car selon le Gouvernement ils n'ont été l'objet ni de capture ni de détention, et que (le Conseil) demande au Gouvernement qu'il prenne des mesures

efficaces pour accélérer les investigations qui permettraient de discerner si ces personnes sont réellement en liberté et qu'il informe le Comité sur les résultats quand à l'intervention des organisations syndicales et aux restrictions imposées le comité "... manifeste sa grande préoccupation pour le fait que le gouvernement n'ait pris aucune mesure pour mettre fin à l'intervention de la CGT et à d'autres organisations syndicales importantes", "... qu'il regarde avec intérêt la déclaration du gouvernement, qui a dit penser prendre des mesures en vue de normaliser les activités syndicales, dès les premiers mois de 78". En outre "... il manifeste qu'il voit le projet de loi sur les associations des travailleurs, il espère adopté le plus tôt possible ...", en exprimant "... le grand espoir de que la nouvelle législation contemple les fatanties prévues, dans les accords n° 87 et 98 spécialement le droit des travailleurs et employeurs d'établir les organisations qu'ils estiment convenables, fédérations et confédérations incluses, dans la nouvelle législation". Finalement ils recommandent "... que l'on demande au gouvernement de transmettre les informations détaillées sur toutes ces questions posées au plus tard le 1 juin 1977 et qu'il retarde (le conseil la décision sur les mesures à prendre en ce qui concerne la plainte présentée en vertu de l'article 26 de la Constitution".

Comme il se dégage de ce qui précède le gouvernement argentin a répondu par des évasives et a formulé des promesses qu'il n'a pas tenues, au sein des organismes compétents de la BIT. LE MOUVEMENT OUVRIER ARGENTIN espère une action plus énergique de ce haut organisme en face des attaques reiterées de la JUNTE MILITAIRE, des droits d'organisation et de liberté syndicale

Missions et Déclarations d'organismes internationaux de Travailleurs.

Comme il était prévisible, plusieurs gestions de solidarité avec les travailleurs argentins furent envisagées par l'ensemble des organisations internationales des travailleurs. Nous offrons à la suite une synthèse des missions qui visitèrent le pays, ainsi que d'autres déclarations.

Mission CIOLS-ORIT

La mission syndicale internationale CIOLS-ORIT envoyée à la République Argentine, demeura à Buenos Aires du 22 au 24 février inclus, de 1977. Cette Mission était composée par Otto Kersten, secrétaire général de la CIOLS, Enzo Frizzo, de la même organisation; Julio Etcheverry, secrétaire général de la ORIT, Augusto Malavé Villalba, vice-président de la CIOLS, et de la CTV au Venezuela; Hermann Rehan, secrétaire général de la FITIM; y de M. Hies, de la DGB d'Allemagne Fédérale. Les dirigeants exposèrent au gouvernement les requêtes pour une normalisation syndicale rapide, l'abandon du contrôle de la CGT et de 68 branches professionnelles contrôlées; la liberté de tous les prison-

niers pour raisons syndicales, sociales, politiques ou professionnelles; l'arrêt et la révision des dispositions et des décrets répressifs dans le champ économique; la réelle entrée en vigueur des principes établis dans les conventions internationales de la BIT n° 87 et 98; le retour au pays des travailleurs et des dirigeants de tous les corps de métiers exilés, etc.

Les dirigeants Enzo Frizzo de la CIOLS et Juan José del Pino de la ORIT réalisèrent une nouvelle visite à l'Argentine le 7 avril de cette année.

Mission de la CMT-CLAT

La mission de la CMT et de la CLAT, composée de Marcel Pépin, président de la CMT; Eduardo García, secrétaire général de la CLAT; et Raphael León, secrétaire général de la CTV du Venezuela, arriva en Argentine fin Août 1977. Les délégués avancèrent une déclaration qui exprime en sa partie principale "qu'ils ont vérifié les violences aux droits humains et aux droits des travailleurs..." Plus loin la déclaration ajoute que "cette réalité n'était pas inconnue de ces mêmes autorités, qu'ils l'adjugent à des situations circonstancielles d'origine économique, d'un état de subversion par la guerrilla, et elle continue en disant "... cette mission assure que ni la crise économique, ni l'état de subversion, ni le vide au niveau du pouvoir politique, n'ont rien à voir avec la classe ouvrière".

La Mission ratifie les aspirations élevées au gouvernement militaire, qui consiste à réclamer la Liberté de tous les prisonniers; l'arrêt du contrôle sur les organisations de travailleurs; l'entrée en vigueur de la Loi sur les Associations Professionnelles, qui garantissait la pleine liberté syndicale; le respect et l'existence réelle des conventions collectives; etc.



Protestation de la FSM

La FSM émit un communiqué après le débat de la 27^e session du Conseil Fédéral réalisé à Varsovie le 14, 15 et 16 avril de 1977, dans lequel elle faisait voir qu'"après examen de la situation politique actuelle de l'Argentine et les restrictions de l'exercice des libertés syndicales, l'existence de milliers de prisonniers politiques et syndicaux et les activités de groupes illégaux qui réalisent des sequestres et des assassinats, (la FSM) appuie la position des travailleurs et des forces démocratiques d'Argentine, qui luttent pour se frayer un chemin à la démocratie dans leur pays, et assurent les droits constitutionnels, la liberté aux syndicats et en particulier le droit à la vie".

D'importantes organisations de travailleurs appartenant à différents pays, par solidarité, condamnèrent aussi la position de la Junte Militaire dans plusieurs déclarations. Entre elles se trouvent CC.OO et UGT d'Espagne, la AFL-CIO de USA, CGIL, CISL d'Italie, la CFDT et la CGT de France et la TUC de Grande Bretagne.



MOVIMIENTO PERONISTA

MONTONERO

BLOQUE SINDICAL



Primer Secretario: Armando Croatto

Secretario Adjunto: Gonzalo Chaves

Secretario de Organización: José Dálmaso López

Secretario de Asuntos Internacionales: Ramón Herrera

DIRIGENTES SINDICALES DETENIDOS, SEQUESTRADOS O ASESINADOS
SYNDICAL HEADS IMPRISONED, SEQUESTERED OR MURDERED
DIRIGEANTS DES SYNDICATS MIS EN PRISON, SEQUESTRES OU ASSASSINES.

La feroz represión desatada por el golpe militar, tiene como saldo, a dos años de su ejecución, el número de 5.000 muertos, individualizados, más de 15.000 presos políticos y sindicales y 20.000 secuestrados, arrancados de sus hogares y que hasta hoy se desconoce su paradero.

Las cifras parciales, que no abarcan toda la realidad, difundidas por el Departamento de Estado de USA, permiten llegar a una visión aproximada de la situación: sobre 5.700 asesinados, 1.500 lo habrían sido por haber participado en huelgas u otras actividades sindicales, o por ocupar cargos de representatividad sindical. Sobre una cifra estimada de 18.000 presos, 5.000 lo son por actividades sindicales o participantes en movilizaciones sindicales.

The fierce repression unleashed by the military coup has to its credit, two years later, 5000 separate deaths, more than 15000 political and trade union prisoners and 20,000 kidnapped, taken from their homes and whose whereabouts today is still not known.

The incomplete figures which by no means encompass reality are syndicated by the US State Department and help us to get a rough idea of the position: around 5,700 murdered, 1500 for having taken part in strikes or other trade union activities or for filling trade union positions. Out of an estimated figure of 18,000 prisoners, 5000 have been imprisoned because of trade union activities or because they have taken part in labour disturbances.

La répression féroce déchaînée, se solde après deux ans d'exercice par 5.000 morts, individualisés, plus de 15.000 prisonniers politiques et syndicaux et 20.000 sequestrés, arrachés à leur foyer et dont on ne connaît pas la retraite.

Les chiffres partiels et qui n'embrassent pas toute la réalité, sont diffusés par le Département d'Etat des USA; ils permettent d'avoir une vision approximative de la situation: sur 5700 assassinés, 1500 l'ont été pour participation à une grève ou à une autre activité syndicale, ou pour occuper des postes de représentation syndicales. Sur un chiffre évalué à 18000 prisonniers, 5000 le sont pour des activités ou des participations de mobilisation syndicale.

AGUIRRE, Mario.— Secretario General de la Asociación de Trabajadores del Estado, Rosario. Secretario de Organización de la CGT en la Resistencia. Detenido en setiembre de 1976. Preso en Magdalena, aunque su detención es negada por las FFAA.

BRAVO, Alfredo.— Secretario General de la Confederación de Trabajadores de la Educación (CTERA). Detenido Agosto 1977.

DI PASCUALE, Jorge.— Secretario General de Empleados de Farmacia. Secuestrado el 30.11.76.

DIEGUEZ, Rubén.— Secretario adjunto de la seccional Córdoba del Sindicato de Luz y Fuerza. Secuestrado el 30.11.76.

FOTE, Leandro.— Directivo de FOTIA (Trabajadores azucareros de Tucumán). Secuestrado el 1.12.76.

GARIN, Arturo.— Secretario General de la comisión interna de Propulsora Siderúrgica. Secretario General de la CGT en la Resistencia. Secuestrado el 9.12.76.

GUILLAN, Julio.— Secretario General de FOETRA (telefónicos). Detenido el 24.3.76. Penal de Rawson.

HERRERA, Casildo.— Pedido de captura, en virtud del Acta Institucional n° 2. Secretario General de la CGT. (Confederación General del Trabajo).

LOGIURATO, Haroldo.— Ex-secretario de organización de la regional La Plata de la CGT. Secuestrado: 6.77.

MALDONADO, Hugo.— Secretario General A.T.E. Seccional La Plata. Detenido U.9 La Plata.

ABOGADOS LABORISTAS - LABOUR LAWYER - AVOCATS TRAVAILLISTES

BUSTO DE CORONEL, Maria Cristina.— Secuestrada: 3.77.
CENTENO, Roberto Asesor de gremios y de la regional CGT de Mar del Plata. Secuestrado y asesinado en Julio del 77 en Mar del Plata.

DALTOSO, María Detenida. PEN. Villa Devoto.
GALLOSO, María Abogada seccional Villa Constitución UOM.

ROJO DE CAPPETTINA, Mirelle E.— Abogada seccional Villa Constitución UOM. Alojada en Villa Devoto. PEN.

SCHTEINGART DE TESTE, Mónica.— Detenida.
SINIGAGLIA, Roberto Secuestrado: 11.5.76.

TESTE, Jorge Detenido.
VALERA, Baldomero Secuestrado: 11.76.

YACUB, Mario Gerardo Secuestrado: 8.11.76.

MENDOZA, Carlos.— Secretario general de CGT de Mendoza. Preso en U.9. Pabellón 11.

MIGUEL, Lorenzo.— Secretario General de la Unión Obrera Metalúrgica, detenido 3.76. Penal de Magdalena.

MONTAÑO, Ybaldo.— Secretario general CGT de San Juan. Preso en el Instituto penal de San Juan.

ONGARO, Raimundo.— Secretario General de la Federación Gráfica Bonaerense. Deportado.

ORAZIUK, Eugenio.— Secretario General de la Seccional la Plata del Sindicato de la Sanidad. Secuestrado el 22.3.76.

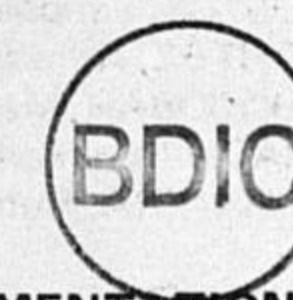
PICCININI, Alberto.— Secretario General de la Seccional Villa Constitución de la UOM. Detenido 4.75. Penal Rawson.

RAMIREZ, Ernesto.— Secretario General de la Asociación de Trabajadores de la Universidad de la Plata. Secuestrado 7.1977.

SALAMANCA, René.— Secretario General de la Seccional Córdoba de SMATA. Secuestrado el 24.3.76.

SMITH, Oscar.— Secretario General del Sindicato de la capital federal de Luz y Fuerza. Secuestrado el 23.3.77.

SEGOVIA, Luis Angel.— Secretario Adjunto de la seccional Villa Constitución de la UOM. Detenido.



ALIMENTACION - ALIMENTATION - ALIMENTATION

ALMIRON, Carlos Detenido en Barranqueras —U.7— PEN.
ANTOBELLI, Armando Delegado Terrabussi. Detenido: 28.3.76.

CORDOBA, Brollo Detenido.
FERREYRA, Juan Esteban.— Delegado Terrabussi. Secuestrado.

VAZQUEZ, Delegado sindical Molinos Rio la Plata. Secuestrado.

RAGGIO, Delegado Refinerías de Maiz. Detenido.

ASTILLEROS, NAVALES Y PORTUARIOS - SHIP-YARDS MARITIME AND PORTS - CHANTIERS, MARITIMES ET DES PORTS.

ALVAREZ, Nicolás Portuario. Detenido en Tucumán. Preso en U.7. Pab. 4. PEN.

ANDREOCCI, Agustín AFNE. Asesinado: 23.3.76.

ASTUDILLO, Jorge Omar Astillero Río Santiago. Secuestrado.

AYALA Naval. Desaparecido: 9.6.76.
 BALONTINI, Jorge Astilleros Navales La Plata. Preso en U.9. Detenido: 15.5.76. PEN.
 BLASETI Astillero Río Santiago. Secuestrado.
 CABRERA, Luis Alberto Astilleros "Aqua Marinos". Secuestrado y asesinado: 10.2.76.
 CHACON, Jorge Astilleros Río Santiago. Detenido: 22.1.76. Preso. U.2.
 D'ACHARRA Astillero Río Santiago. Detenido y puesto en libertad: 4.76. Secuestrado inmediatamente.
 DEGET, Raúl Arturo ASTARSA. Secuestrado: 22.5.76.
 DE LUCA, Ricardo Dirigente sindicato navales. Detenido.
 DE SANTIS Astilleros Río Santiago. La Plata. Detenido y puesto en libertad 4.76. Secuestrado inmediatamente.
 FALCON, Faustino Sindicato portuario Buenos Aires. Detenido: 4.76.
 GIMENEZ, José Enrique Sindicato portuario Buenos Aires. Detenido: 4.76.
 GOTZO, Pedro José Astillero AFNE. Secuestrado: 26.6.76.
 LEZCANO, Jorge Omar Delegado Astilleros "Mestrina". Tigre. Detenido: 1.4.76.
 IRIARTE ASTARSA. Secuestrado.
 LOPEZ, Juan Carlos Sindicato portuario. Detenido: 4.76.
 LUCERO, Eduardo Astilleros Argentinos. Detenido.
 MAROTE, Delegado astilleros Río Santiago. Detenido y puesto en libertad: 4.76. Secuestrado inmediatamente.
 MENDEZ PAZ, Alcides Astilleros Río Santiago. La Plata. Detenido y puesto en libertad: 4.76. Secuestrado inmediatamente.
 MONTENEGRO, Horacio Estibador puerto Mar del Plata. Preso en Sierra Chica. Detenido: 4.11.75. Mar del Plata. Sobresido: 8.76. PEN. 12.11.75.
 MORAL, Jorge Astilleros La Plata. Secuestrado: 4.76.
 OLOBARDI, Cesar H. Secretario interno SAON, Mar del Plata. Detenido en 1974 en Mar del Plata. Preso en U.9. Condena: 12 años.
 PERGARON AFNE. Secuestrado.
 PINEDI, Mario Angel AFNE. Secuestrado.
 PUZ, Dionisio Delegado astilleros La Plata. Detenido: 26.3.76. PEN.
 SANDE, Andrés Astillero: MOMME. Detenido.

ATE

CARRACEDO, Eduardo Detenido: 4.76
 MALDONADO, Hugo Secretario general ATE, La Plata. U.9.
 GARCIA, Hugo Dirigente de Córdoba. Secuestrado.

AZUCAREROS - SUGAR WORKERS - SUCRIERS

AMAYA, Pedro Detenido 1975. PEN.
 AMAYA, Pedro (h.) Detenido 1975. PEN.
 AVILA, Detenido. Unidad 7. PEN.
 BUSTOS, Leopoldo C. Delegado de FOTIA. Secuestrado 27.1.76
 CORTEZ, Alfredo Ingenio Ledesma. Detenido. Unidad 9.
 CHOCOBAR, Marco Ant. Detenido 11.74. Unidad 6.
 DIAZ, Marco Antonio Detenido 3.74. Unidad 7. PEN.
 FERREIRA, Rubén Dirigente. Detenido 1974. Unidad 7. PEN.
 GIMENEZ, Oscar Delegado. Secuestrado 22.1.76
 GARNICA, Ing. Ledesma. Detenido.
 MEDINA, Luis Delegado. Sec. de Finanzas de la CGT en la Resistencia. Secuestrado 12.76.
 VAZQUEZ, Melitón Secretario Gral. del Sindicato Ingenio Ledesma de Jujuy. Secuestrado.
 FOTE, Leandro Dirigente de FOTIA. Secuestrado 1.12.76

BANCARIOS - BANKING - BANCAIRES

ARGUELLO, Juan Domingo.— Detenido. U.9.
 AVONDET, Anibal Detenido.
 BERON, Gilberto Detenido.
 BALLINI, F. Silvio Detenido: 2.77.
 BERARDO, Amado Secuestrado: 7.7.76.
 BALIN, Carlos Detenido.

BALIN, Daniel Detenido.
 BENBENUTO, Jorge Omar.— Secuestrado: 23.7.76.
 CABRERA, Ari Secuestrado: 5.4.76.
 CORDOBA, Pablo Delegado banco Ciudad Buenos Aires. Casa Central. Secuestrado: 15.6.77.
 CORVINI, Felipe A. Seccional Mendoza. Detenido: 24.3.76.
 GOMEZ, N. Delegado. Secuestrado: 5.76.
 GUALDONI, Juan Carlos Delegado. Secuestrado: 26.6.76.
 ESQUERRA, Juan Fco. Secretario general gremio bancario. Detenido. U.9.
 IGLESIAS, Luis Fco. Detenido. U.9. Pabellón 13. PEN.
 KHUN, Maria Teresa Secuestrada: 31.5.76.
 LAZO, Claudio Seccional Córdoba. Secuestrado.
 LOPEZ, Eduardo Néstor Secuestrado: 12.10.76.
 MARIN, Pablo Secretario seccional Mendoza. Secuestrado.
 MEDINA, Lito Tucumán. Secuestrado: 9.76.
 MIDON, Jugo Bernardo Detenido. Penal Resistencia.
 NABOR GOMEZ Delegado. Secuestrado.
 PENA PAREDES, Lorenzo.— Detenido: U.9. Pab. 13. PEN.
 ROBLEDO, Enrique Dirigente sección Mendoza. Secuestrado
 ROVELLA, Anubis Detenido.
 SENAR, Alberto Empleado. Detenido: 15.9.76.
 SURVALLE, Fuad Delegado. Detenido.
 UNAMUNO, Miguel Condenado y excarcelado.

CALZADO - SHOES - CHAUSSURE

POZOS, Miguel Córdoba. Detenido: 2.77.
 BREZ, Miguel A. Formosa. Detenido: 31.8.76. Penal Resistencia.

CARNE - MEAT - VIANDE.

BERNACHEA, Detenido Penal Resistencia.
 BRIEVA DE MORENO, María.— Frigoríficos Swif. Detenida: 25.3.76

CAUCHO - CAOUTCHOUC - CHAOUTCHOUC

CARO, René Miembro C.D. de Córdoba. Secuestrado: 3.3.76.
 MORA, María Rosa FATE. Secuestrada.

CERAMISTAS - CERAMISTS - CERAMISTES

BACHE, Carlos Detenido.
 DE LEON, Jorge Raúl Secretario general sindicato ceramista. Detenido. PEN.
 MOREIRA, Alfredo Secuestrado.

COMERCIO - TRADE - COMMERCE

COLUBRI Miembro CD Punta Alta. Detenido.
 DIAZ MOSCARDI, Mario Alberto.— Moreno, Cap. Federal. Secuestrado: 6.4.77.
 FERNANDEZ, Anibal Dirigente. Asesinado 5.1.76.
 LINACKY, Oscar Seccional San Francisco. Córdoba. Secuestrado: 9.5.76.
 RESTA, Marina Secuestrada: 15.4.76.
 SANCHEZ, Domingo Delegado en Buenos Aires. Secuestrado: 3.77.

CONSTRUCCION - CONSTRUCTION - CONSTRUCTION

AVALOS, Daniel Orlando UOCRA, Río Negro. Detenido: 4.76.
 AVILA, Juan Asesinado: 4.10.76.
 BAEZ, Nestor Carmelo Secuestrado: 9.5.76.
 BALLINI, Norberto S. Techint. Detenido: 16.2.77.
 BEAREYS, José Preso U.7. PEN.
 BENITEZ, Carlos Detenido: 12.9.76.
 BERNARDI, Rodolfo Preso U.7. PEN.
 BRONI, Mario Detenido en Paraná el 11.74. Preso en U.7. Causa.
 BUSTO, Rubén Anibal Seccional B. Blanca. Det. 5.76. Rawson.
 BUSTOS, René Eusebio Miembro seccional Bahía Blanca. Detenido: 5.76. Penal de Rawson.

CABAÑAS, Pedro Preso U.9. Causa.
 CHILA, Rubén Detenido: 3.76.
 DOMINGUEZ, Luis Celestino.— Secuestrado: 23.3.76.
 KADER, Omar UOCRA, Río Negro. Detenido: 4.76.
 LIMA, Carlos A. Río Negro. Detenido: 4.76.
 LOPEZ, Pilar Córdoba. Secuestrada: 6.1.76.
 MARTINEZ, Carlos A. Córdoba. Asesinado: 15.5.76.
 RUIZ, Ernesto Preso U.7. Causa.
 ORTIZ, Manuel Dirigente. Detenido: 28.1.76.

CORREOS - POST - POSTE

BARRERA, Juan Carlos Secuestrado: 7.4.76.
 NIEVAS, Manuel De Córdoba. Detenido: 11.76.

CUERO - LEATHER - CUIR

ZAMUDIO, Aquilano Detenido U.9. PEN.

DOCENTES - TREACHING - ENSEIGNANTS

ARANCIBIA, H. Sec. Gen. Tuc. Dirig. CTERA. Asesinado 3.76.
 ALVAREZ, Julian Detenido (La Pampa).
 ALVAREZ, Luciana Secuestrada 29.3.76.
 ARAN, Nora Detenida.
 ASHUR, Adolfo Detenido.
 BATISTA, Susana Secuestrada 24.9.76
 BERTON, Samuel Mario Detenido
 BISTRIZKY, Ernesto Detenido 10.76 (Santa Fé)
 BAZAN NARVAEZ, Elsa Detenida
 BOZAN, Federico Víctor Detenido
 BARDASCO, Susana Detenida
 BRAVO, Alfredo Sec. Gen. CTERA (PEN)
 BACCI, Héctor Dirigente de CTERA Santa Fé. 29.1.76
 CANDIA, José Detenido
 CARLINO, Aldo Víctor Secuestrado (La Pampa)
 CHANGARA, Elbia Detenida 10.76 (Devoto)
 CARLINO, Luis Valentín Secuestrado (La Pampa)
 CARABELLI, Gabriela y su hija de 3 años.— Secuestradas 4.76.
 CASENAVE, E. Secuestrado 5.77
 CEJAS, Yolanda Cora Detenida 6.76 (Mendoza)
 COPEN Secuestrado
 CRISTIA, Carlos Detenido
 CIEMPLI, Leonel Juan Detenido
 CARRANZA, Carlos Alb. Secuestrado 18.8.76
 CARRERA, Ricardo Detenido (Córdoba)
 CIAFARDINI, Horacio Detenido 5.76
 DULZONI, Adriana Detenida
 DEL CAMPO, Hugo D. Detenido 5.76
 DUCEL, G. Detenida
 DE LEONARDI, Rogelio Detenido 4.76 (La Rioja) Sierra Chica
 DULCHINI, Jorge Detenido
 ERCOLI, María Cristina Detenida
 FUENTES, Hilda Secuestrada 25.8.76
 GARCIA, Soledad Comisión Directiva de la Unión de Educadores de Córdoba. Presa en V. Devoto. 4.76.
 GOLDSTEIN, Mónica L. Secuestrada 6.10.76
 GAMBA DE NEGROTTI, Isabel.— Maestra Jardinería. Presa en Villa Devoto. Detenida: 8.76
 GAROTTI, Marcos Sec. Gen. de Mendoza. Detenido 4.76.
 GUTIERREZ DE MOYANO, Angela.— Ex-sec. General Mendoza. Sec. 19.4.77.
 GIL, Ricardo Uruguayo. Secuestrado 28.3.76
 HEREDIA, Amadeo Pedro Detenido
 IRURZUN, María Cristina Detenida 9.75 (Villa Devoto)
 LOPEZ MARTIN, Angela Maestra de nacionalidad española. Secuestrada 25.9.76.
 LOPEZ, Mauricio Secuestrado 12.76.
 LAMPUGNANI DE DIAZ, Haide.— Detenida (Villa Devoto)
 LLEMA, Beatriz A. Detenida
 LIBEDINKI, Susana Beatriz.— Detenida 29.1.76
 MANCILLA, Miguel A. Secuestrado 10.9.76
 MARRONE, Enda Detenida (Córdoba) 3.76.
 MARCHETTI, Americo Jorge.— Secuestrado 13.8.76.
 MONTES, Detenido (Córdoba)

MICHELINI DE ANTUNA, Margarita.— Uruguaya, secuestrada, hija del Senador uruguayo Zelmar Michelini. Secuestrada 10.4.76.
 MELANI, Norma Hilda Secuestrada 14.5.76
 MIGNONI, Mónica M. Detenida
 MUGION, Susana Detenida
 MARETTI, Oscar Detenido
 MATOS, Juan Horacio Detenido
 MARTINEZ BORELLI Detenido
 MARCHETTI, Jorge Detenido
 OCAMPO, Hector Detenido 29.1.76
 PARDANOS, Juan Carlos Secuestrado 22.4.76
 PALADA, Ernesto Secuestrado
 PATROL, Delia Maestra. Asesinada 7.76
 PADULA, Susana Detenida
 QUINTEIROS, Mónica Secuestrada 14.5.76
 RUBERONI, Dante Detenido 29.1.76
 REQUENA, Eduardo Secuestrado 23.1.76. Dirigente Nacional CTERA.
 RODRIGUEZ, Raúl Alb. Secuestrado
 ROSSO, Miles Matilde Secuestrada
 SAN JOSE, Daniel E. Secuestrado 3.6.76
 SAYAGO, Pedro Detenido Penal S. Chica
 SAMPRON, José Carlos Detenido
 SARAVIA, María Z. Secuestrada 12.10.76
 SPACIA, Dorio Emerio Secuestrado
 SEMBER, Gregorio M. Secuestrado 3.5.76
 SITU, Norma Detenida
 STECHINA, María Elena Detenida 29.1.76. Sindicato Trabajadores Docentes
 TAPPATA EBER Profesor Universidad del Sur. Detenido
 TAPPATTA, Héctor N. Detenido
 TRONELLI, Mirta Secuestrada 5.76
 TAMANIT, José Detenido. Universidad de la Plata
 SEPULVEDA, Gladys Detenida (P. Villa Devoto)
 TAMBURINI, María C. Secuestrada 16.7.76
 VALDEZ, Carolina Detenida 2.76 (P. V. Devoto)
 VAZQUEZ OCAMPO DE LUGONES, María Marta.— Secuestrada 14.5.76.
 VILLAMIL, E. Detenido 5.76. Docente U.N.S.
 VILTES, Marina Secretaria General del Sindicato de Jujuy y vocal de CTERA. Secuestrada el 13.76.

EMPLEADOS PUBLICOS - PUBLIC EMPLOYEES - EMPLOYES PUBLIQUES

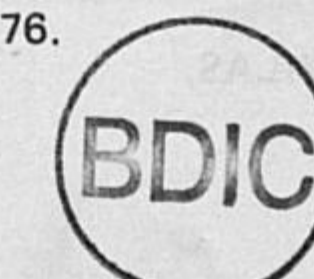
CARRENO, Enrique Oscar.— Córdoba. Secuestrado: 18.5.76.
 LOJO, Manuel M. Pvcia. Buenos Aires. Secuestrado: 3.77
 SPAGNOLI DE VERA, Marta A.— Junta Nac. Granos. Secuestrada el 3.8.76.
 YORNET, Julio Alberto De Córdoba. Secuestrado: 23.7.76
 ZALARRAYAN, Raúl De Tucumán. Secuestrado: 10.76.
 GUAGLIONE, José Luis Sacado de la cárcel de Resistencia el 19.8.77 sin conocerse el paradero.
 NAIRELLI, Félix IME, Córdoba. Asesinado: 21.4.76.

FARMACIA - PHARMACY - PHARMACIE

DERNER DE SALAZAR, Haide.— Seccional Mendoza. Detenida. Causa.
 DI PASCUALE, Jorge Secuestrado.
 MUGICA, José Secuestrado 30.9.76

FERROVIARIOS - RAILWAYMEN - FERROVIAIRES

VARBETTI, Domingo De Trenque Lauquen. Detenido: 2.76
 CASARES, Carlos Detenido en La Banda. Stgo. del Estero. Preso en U.7, pab. 3. PEN.
 CHEBIB, Mario Unión ferroviaria de Ing. White. Secuestrado.
 DUCK, Héctor Detenido: 26.3.76
 FEDERICO, Juan Detenido: 12.74. Penal de Resistencia.
 GOROSITO, Ernesto Detenido.
 LEIVA, Luis Secretario general Unión Ferroviarios Ingeniero White. Secuestrado 9.5.76. Asesinado.
 LOPEZ, Néstor De Buenos Aires. Detenido: 1975.
 LUCERO, Esteban De Córdoba. Detenido en Sierra Chica.
 PAEZ, Gustavo Castelar. Detenido por ley 21400.
 PONCE Unión Ferroviaria. Detenido. U.9



MINEROS - MINERS - MINIERS

ADAUF, Liliana M. Empleada de HIPASAM, seccional Sierra Grande. Detenida.
 AITOS Seccional Sierra Grande. Detenido.
 BELARDINELLI, Juan C. Seccional Sierra Grande. Detenido.
 GAMBARINO Detenido.
 MAMAMI De Sierra Grande. Detenido
 MENDEZ Dirigente de la seccional Sierra Grande de la Asociación Obrera Minera. Detenido. PEN.
 ORTA, Silvia Seccional Sierra Grande. Detenida.
 TOLOSA Detenido.
 VALLEJO, Héctor Dirigente de la seccional AOMA, Sierra Grande. Detenido. PEN.
 MIRANDA, Miguel Secretario general seccional AOMA de San Juan. Detenido: U.9. Pab. 16.

MUNICIPALES - MUNICIPALS - MUNICIPALUX

CATENA, Mario Secretario general sindicato Chaco. Asesinado.
 CENSANO, Blas Armando La Plata. Detenido: 11.11.75.
 COLLAZO, Claudio Secuestrado: 23.3.76.
 COSME CHOQUE, Roberto.— Secuestrado 14.7.76.
 MALDONADO, Miguel A. Secretario COEMA, La Pampa. Detenido. PEN.
 OBERLING, Guillermo Córdoba. Secuestrado 7.1.76.
 OLMOS, Juan de la Cruz Secretario general, La Pampa. Asesinado 1.12.74.

OTROS TRABAJADORES Y DIRIGENTES - OTHER WORKERS AND HEADS - D'AUTRES TRAVAILLEURS ET DIRIGEANTS.

A

ACUÑA, Adolfo Detenido.
 ALLURA, Arnesio Detenido.
 ALVAREZ, Pedro Secuestrado oct. 76.
 ABRERA, Lorenzo M. Detenido.
 ACTIS, Juan José Detenido. Cárcel Resistencia.
 ALVAREZ, Juan Carlos Detenido. Cárcel Resistencia.
 ACOSTA, Humberto Detenido 31.3.76. Penal V. Devoto
 ALVAREZ ROJA, Federico.— Detenido. Empl. Energía Atómica.
 ALURRALDO, Detenido
 ABRAL, Raúl A. Detenido
 ALEVATO, Juan Detenido
 ANALIS, Floreal Detenido 4.76.
 ARIAS, Guillermo César Detenido
 ABALOS, Raúl Pascual Detenido. Camionero
 ALTONAS, Dario Detenido 2.6.76. Trabaj. teatral
 ALBOROZ, Asesinado
 ASTEANEGA, Vicente A. Detenido
 ALVAREZ, Stella Maris. Secuestrada 28.7.76
 ACHO, Graciela Secuestrada 5.8.76
 AZCONA, Carlos Abel Detenido
 AMICONE, Vicente Detenido 4.75. U.2
 AVELLANEDA, Iris de Detenida 4.76. U.2
 ACUÑA, Juan R. Detenido 3.75. U.6. PEN
 ANALIZ, Rogelio Detenido 5.76. Carcel de Corenda
 ARUZZONI, Pedro Fco. Dirigente. Detenido

B

BENANDREA, Benito Asesinado
 BRAVO, Juan Humberto Detenido, Sindicato actores
 BALVERDI, Timoteo Secuestrado, peluquero
 BERNARDI, Stella Maris Secuestrada 17.7.76.
 BOCAN, Carlos Detenido
 BONINI, Miguel Detenido
 BUTRON, Miguel Detenido
 BARRAVINO, Rolando Empleado. Detenido 17.6.76.
 BARRERA, Juan C. Secuestrado 7.4.76.
 BONI, Eduardo Roberto Detenido
 BARROS, Oscar Osvaldo Secuestrado 5.7.76
 BONATYLLANA, Mari D. Detenida en Villa Devoto
 BATALLAN, Mario Detenido 29.5.76
 BONUCELLI, Ricardo Zona Zárate. Detenido 7.76. U.9.
 BREZ, Miguel Angel Detenido 31.8.76. U.7
 BOISELEAU ATILIO Detenido 4.76. Cárcel de Coronda

BARREIRA, Seraffín Secuestrada 7.4.77
 BUZZALINO, Alfredo Dirigente. Secuestrado

C

CACERES, Julio Secuestrado
 CAFERETTI, Juan Carlos Secuestrado 1976.
 CEDOLA, Víctor Detenido 4.76.
 COLLURA, Ernesto Detenido
 CORVELLINI, Carmen Detenida 7.9.76
 CARUZO, José Secuestrado 22.4.76
 CHORREAZAN, Secuestrado 5.76
 CASTELLITO, Secuestrado 5.76.
 CARDENAS, Secuestrado 5.76.
 CARAPAJAL, Asensio Detenido
 CONDERE, Detenido
 CUELLOS, Juan Carlos Secuestrado
 CRAN, Wasingthon Secuestrado
 CRISTOFANO, Eugenio Detenido
 COLLAZO, Nelson Detenido 4.75. Opcionado
 CORDERO, Julio Ignacio Delegado. Detenido
 CHADO, Alberto Delegado. Detenido 7.8.76
 CHINCHINALES, Sebastián.— Dirigente Comodoro Rivadavia. Detenido 4.76.

CALDERON, Raúl Detenido
 COHELO, Rodolfo Detenido. Secuestrado 4.76.
 CLEMENTE, María R. Dirigente. Secuestrado
 CORDERO, Humberto Secuestrada 8.76.
 COLMAN, David Secuestrado 9.76. Córdoba
 CASTAÑEDA, Angel Secuestrado 9.76. Córdoba
 CONTRERAS, Miguel H. Detenido 10.74. U.6
 Detenido 8.76. Penal de Sierra Chica

D

DIAZ, Néstor Detenido
 DAMUS, Ricardo A. Detenido
 DI GRANDI, Asesinado
 DOMINGUEZ, Horacio Detenido
 DIAZ, Florencio Detenido
 DELMACE, Néstor Asesinado 10.76.
 Delegado. Detenido. PEN. Decreto 798 del 31.3.75.

DIVITA, Alberto Secuestrado 2.77. Zona Lanus

E

ECHARRE, Angel Detenido
 ERNECHEA, Teoricio Detenido
 ECHEVERRIA, Detenido
 EGEA, Daniel Detenido
 ECHEPARE, Ramón L. Zona La Plata. Detenido 4.76. U.9
 EPSTEIN, Mauricio Detenido 10.75. Gualeguaychu
 ECHERREA, Teoricio Delegado. Detenido

F

FUNES, Anadoda Detenido
 FARIAS, Lorenzo Detenido
 FARINA, Beatriz Secuestrada 14.6.76
 FERREYRA, Jorge Detenido
 FRANCISCO, Roberto O. Secuestrado. Florencio Varela
 FALCON, Carlos A. Delegado. Detenido 26.3.76
 FATALA, Alejandro R. Delegado. Detenido, salió del país con opción.
 FLORENTINO, Julio Detenido 4.76. U.9
 FERREIRA, Juan Detenido 4.76. U.9
 FERIAS, Horacio Detenido 3.76. U.9

G

GIMENEZ, Carlos Detenido
 GONZALEZ, Jugo Cesar Detenido 4.76.
 GIMENEZ, Alberto C. Secuestrado
 GATTI, Gerardo Detenido
 GONZALEZ LOPEZ, Graciela.— Secuestrada 13.1.75
 GUIEICHIO, Eduardo Asesinado La Plata.
 GONZALEZ, Isaac Detenido
 GUDIÑO, Hugo Detenido
 GAGLIANO, Juan Carlos Secuestrado
 GOMEZ, Oscar Jorge Secuestrado 13.12.75
 GOMEZ, Oscar Detenido 10.3.76.



GROISMAN, Omar Detenido 4.76.
 GRUPICH, Andrés Detenido
 GEOMINATTI, Jose D. Detenido
 GOMEZ, Hugo Detenido
 GIUSSIO, Eduardo Detenido
 GIBIO, Cesar Secuestrado 3.6.76.
 GARD, Claudio Secuestrado 19.4.76
 GUASTAVINO, Diana Detenida
 GARCIA PERALTA, Asesinado 1.77
 GODOY, Luis Detenido
 GUERRA, Rubén Secuestrado
 GIMENEZ, Alejandro Zona Pergamino. Detenido 5.76. U.9
 GRANIERO, Iscar Zona Mar del Plata. Detenido 2.77
 GEONINATTI, Joel Detenido 8.74. U.7
 GUEVARA, Juan Detenido 1.76.
 GLAUSER, Pascual Detenido 2.76. Gualeguaychu
 GALETTO, Marta Detenida 9.76. U.2
 GIMENEZ, Carlos Delegado. Detenido
 GRANETTO, Valentín Dirigente. Detenido.

H

HUESE, Héctor Secuestrado
 HERNANDEZ, Ernesto Detenido en Resistencia

I

INSAURRALDE, de Gomez.— Secuestrada
 IRIGI, Ramón Alberto Detenido
 INSAURRALDE, Amalia Asesinada en Córdoba
 INVERNOL, Mirta Detenida

K

KARLEZ, Héctor Detenido
 KLLIMIER, Graciela Detenida
 KLIMASZEWSKY, Wladimiro.— Detenido 4.76. U.9

L

LORATTI, Ana Detenida
 LOPEZ, Odilio Detenido 22.3.75
 LEIKIS, Graciela Hilda Secuestrada 1.10.76
 LOPEZ, Rosendo Detenido 7.7.75
 LUGONES, Samuel Detenido 30.3.77
 LARPIN, Luis Eduardo Detenido
 LASAKA, Sra. de Detenida
 LEWITAN, Claudio A. Secuestrado 27.10.76
 LEON, René Emilio Detenido 17.6.76
 LEIVA, Antonio Detenido
 LOPEZ, Juan Isidro Detenido
 LOZANO, José E. Detenido
 LUQUE, Oscar Detenido
 LARRETAPE, Fernando Zona Mar del Plata. Detenido 12.75. Penal de Sierra Chica.
 LOPEZ, Roberto Ismael Detenido 24.3.76. U.9
 LLANO, Oscar Zona La Plata. Detenido 4.76. U.9.

M

MONTOYA, Mirta Detenida
 MENDEZ, Alberto Secuestrado
 MARTINEZ, Darío Secuestrado 2.7.76
 MONTENEGRO, Néstor Detenido 7.7.74
 MURUA, Andrés Detenido 23.11.74
 MOREYRA, Domingo Detenido
 MALDONADO, Miguel A. La Pampa. Detenido
 MUSOLO, Mario Buenos Aires. Asesinado 12.2.74
 MATIONS, Dora Detenida. Penal Olmos.
 MOTTAI, Hugo Rubén Secuestrado 6.1.76
 MONTOYA, Mirta Detenida
 MANZANO, Dante Detenido
 MORILLAS, Isabel M. Detenido 26.11.76
 MARTIN, Luis Detenido
 MONZON, Enrique Detenido
 MORENO, María C. Detenida 25.3.76
 MARRELLI, Félix Córdoba. Detenido
 MENDEZ, Horacio O. Detenido
 MESQUIDA, Sebastián Detenido
 MONSALVO, Roberto L. Detenido

MORANSO, Enrique Detenido
 MINER, Detenido
 MONJE, Elías Detenido
 MARTIN, German Detenido 7.76. U.9
 MOYANO, Roberto Detenido 5.76.
 MARTINEZ, Goyo Detenido 3.76. U.7

N

NOUYU, Jorge Américo Detenido
 NICOTERA, Alicia Secuestrada 21.7.76
 NUÑEZ, Héctor Bahía Blanca. Secuestrado 23.3.76
 NISELSKY, Pedro Zona La Plata. Detenido 4.76. U.9

O

OVALLO, Javier Detenido
 OROSCO, Daniel Córdoba. Secuestrado 23.3.76
 OBLIGADO, Jorge A. Detenido
 OCHIATO, Jorge Detenido
 OSUNA, Eduardo A. Detenido
 OCAÑA, Luis Gabriel Detenido
 OBREQUE, Eugenio Detenido 18.4.77

P

PITORRE, Alicia Trab. teatral B. Blanca. Secuestrada 21.3.76
 PENOTTI, Enea Detenido
 PANIZZA, Gustavo José Detenido
 PERALTA, Enrique Detenido
 PAZ, Alberto Detenido
 PAULA, Rubén Héctor Detenido
 PARDO, Alicia Secuestrada 29.5.76
 PEDEMONTES DE RUIZ VARGAS, Josefina.— Secuestrada 10.8.76
 PAEZ, José Fco. Detenido 27.1.76



Mario Aguirre, ex-Secretario General de ATE, Rosario y miembro del Primer Secretariado de la CGT en la resistencia.



PENA, Néilda Irene Secuestrada 14.9.76
PINTOS, Gabriel Daniel Secuestrado 4.6.76
PEDRAZA, Jorge Detenido.
PENDER, Luis Alberto Secuestrado 10.5.76
PUYOL, Raúl Detenido. U.7
PAEZ, Roberto Detenido 4.76. U.9
PEREIRA, Jorge Zona Lomas de Zamora. Detenido 7.76.
PEHUPIN, Julio Zona San Pedro. Detenido 1.77
PEREZ, Oscar Secuestrado 10.4.77
PEREZ, Néstor Delegado. Secuestrado.

Q

QUIROGA, Claudio Detenido
QUINTEROS, Selva Detenida
QUIROGA, Carlos Delegado. Detenido PEN. Decreto 3317 del 10.11.75.

R

RUIZ, Jorge Detenido 21.5.76
RUCCHI, José Roberto Córdoba. Detenido.
RODIA, María Esther Detenida
RAMIREZ, Custodio Detenido
ROJAS, Néstor Alberto Detenido
REALI, Anibal Amílcar Detenido
RUFINER, Mario José Detenido
RICO, Miguel Angel Detenido
RESCK, Secuestrado
ROSELL, Angel Walter Secuestrado
ROJAS, Raúl Zona Mar del Plata. Detenido 11.75. Penal de Sierra Chica.
RUID, D'áz Detenido 4.76. U.9
RASCHEFF, Natalia Zona San Nicolás. Detenida 3.76. U.2
RODRIGUEZ, Carlos A. Dirigente. Detenido PEN, decreto 702 del 15.3.77.
RYAN, Santiago Secuestrado.

S

SCHULTI, Juan Alberto Detenido 6.8.76
SCHIBIE, Francisco Detenido
SANCHEZ, Rodolfo Secuestrado 30.3.76
SALVO, Oscar Detenido
SALVO, Laura Secuestrada 14.7.76
SEGOVIA, María Andrés Detenido
SMITH, Guillermo Detenido
SANCHEZ, Nieves R. Detenido
SPAGNOLI, Marta Alicia Detenido 3.8.76
SALAZAR, Aidé Detenido 20.6.76
SANCHEZ, Remigio A. Detenido, penal Resistencia.
SUAREZ, Arquímides Detenido.
SARAVIA, Abdul Delegado. Detenido
SIARES, Arquimedes Dirigente Comodoro Rivadavia. Condenado por Tribunal Militar en abril del 76. Secretario General de la CGT, Seccional Catamarca. Detenido PEN, decreto 89 del 14.4.76.
SCOLAMIERI, Raúl Zona Córdoba. Secuestrado 6.76.
SILVA, Antino Detenida 3.75. U.2
SALVO, Ana de

T

TOMASELA, Sergio Miembro Ligas Agrarias. Detenido
TRONELLI, Mirta Trab. teatral. Secuestrada 2.6.76
TORINO, Mario Antonio Detenido
TORRES, Raul Ernesto Canal 2 TV. Viedma. Detenido
TABORDA, Alicia Glez. Detenida
TORRES, Mirta Josefa Detenida
TRIGO, Raúl Secuestrado 6.76. Córdoba

U

UREA, Jorge Horacio Detenido
URERA, Horacio La Plata. Asesinado 4.76
URSUA, Andrés Delegado sindical. Detenido
URUSUA, Andrés Delegado. Detenido

V

VILLACOMBO, Mario J. Secuestrado
VILLAYERDE, Alicia Traba. teatral. Detenida 11.6.76
VALENTICH, José Detenido 15.9.76
VARRAEL, Edgardo Zona Mar del Plata. Detenido 12.75. Penal Sierra Chica.
VALLEJOS, Héctor Detenido 11.75. Viedma
VILLADA, Carlos Secuestrado 11.76. Jujuy

W

WILSON, Roberto Dirigente Mar del Plata. Secuestrado 12.75.

Z

ZABALA, Omar Alberto Detenido
ZAPATA, Alberto Detenido
ZINA FIGUEREDO, Gastón.— Detenido 14.7.76
ZALAZAR, Carlos Alb. Canal 2. Viedma. Detenido
ZALAZAR, Guillermo Fotógrafo. Detenido

PANADEROS - BAKERS - BOULANGERS

ALONSO, Ricardo Detenido
FUENTES, Gerónimo Dirigente sindicato Comodoro Rivadavia. Detenido
GONZALEZ, Hugo Cesar Dirigente Sindicato Comodoro Rivadavia. Detenido.

PERIODISTAS - JOURNALISTS - JOURNALISTES

AMADIO, María Elena Revista Discusión. Secuestrada
ALVAMONTE, Luis M. Detenido 2.7.76. Opcionado.
ALVAREZ, Joaquín Detenido
BARBA ZORUCCO, Luis Diario El Tribuno, de Salta. Secuestrado
BONNARDEL, Jorge E. Detenido 23.11.75. PEN.
BEDOYAN, María Revista De Frente. Secuestrada 7/77
BARROS, Oscar Secuestrado 7.5.76
BUSTO, Miguel Angel Detenido 30.5.76
BURGOS, Juan Jacinto Asesinado 7.76 en Mar del Plata
CERETTI, Conrado Revista Panorama. Secuestrado 30.7.76
CAZES CAMARERO, Pedro.— Detenido
CABO, Dardo Detenido y asesinado cuando era trasladado del Penal de Sierra Chica. Secuestrado 2.77.
CARAZO, Alfredo Detenido. Penal Sierra Chica
COSTA, Emiliano Detenido.
DOMINGUEZ, Mabel K. de.— Diario El Cronista. Secuestrada
DEMARCHI, Héctor Diario El Cronista. Miembro Comisión Ejecutiva Asociación de Periodistas Buenos Aires. Miembro Comisión Ejecutiva OIP. Detenido 5.8.76.
DEFIERI, Eduardo Secuestrado
DESIMONI, Jorge Diario Los Principios. 24.12.76 fue sacado de la cárcel de Córdoba. Se desconoce situación actual.
DATRI, Raúl Detenido
DIDIEU, Hugo Detenido. U.7, pab. 1.
ESTIGARRIBIA, José F. Detenido. U.6
FRERS, Alfredo Secuestrado
FERNANDEZ, Miguel A. Detenido 7.7.76
FOSSATTI, Ernesto L. Secuestrado 11.76. Revista Panorama.
FERREIROS, Héctor Agencia Telam. Asesinado 4.77
GONZALEZ, Amílcar O. Detenido, salió del país con opción. Secretario General Sindicato de Prensa de Mar del Plata.

GUERRERO, Diana Revista Discusión. Detenida.
GATTI, Gerardo Uruguayo, fundador de la CNT. Secuestrado 10.6.76.
GIMENEZ, Ricardo Detenido
GUAGNINI, Luis R. Inter Press. Secuestrado 21.12.77
JOZAMI, Eduardo Detenido 75. U.9, pab. 1
IDELMAN, Mario Hugo Trabajado de Tandil
JARA, Enrique Diario La Opinión. Secuestrado
HERMES, Dorigo P. Canal 9, Buenos Aires.

BDIC

HERRERA, Mario Revista Confirmado
LACERIO, Carlos Periódico Prensa Libre
MARIN, Eduardo Asesinado. La Nación
MAURO, José Detenido. U.6
MORELLI, Viviana L. Detenida 1975. U.2. PEN
MOLINA, Eduardo Detenido 4/76. U.2. PEN
MONACO, Alfredo Locutor. Asesinado
LEIVA MONTIEL, Ramón.— Detenido 9.4.76. U.7. PEN.
NARIO, Hugo Secuestrado 23.3.76
NOVILLO, Horacio Asesinado 14.1.76
NICOLETTI, Nelsón Dirigente Seccional La Pampa. Detenido
PAOLETTI, Mario Prov. La Rioja. Detenido
PASTORIZA DE JOZAMI, Lila.— Secuestrada 16.6.77
PEREZ, Marta Delegada diario La Razón. Secuestrada
PICCOLO, Arturo Carlos Detenido 1975. U.7, pab. 1. PEN
PRIETO, Antonio Diario La Opinión y Revista 7 Días. Detenido 11.75. Unidad 7. pab. 1. PEN
REAB, Enrique Revista Panorama. Secuestrado 1977
RODRIGUEZ LARRETA, Enrique (h).— Uruguayo. La Opinión
REYNA, Roberto Diario Córdoba. Detenido
SUAREZ, Eduardo Diario El Cronista. Secuestrado
SCHALLER, Plutarco Prov. La Rioja. Detenido
SEMPRECE, Carlos E. Secuestrado 11.8.76
SAJON, Edgardo Secuestrado 1.4.77. Diario La Opinión
VENTURA, Ovidio Dirigente prov. Mendoza. Detenido
VILLA, Patricia Agencia Inter Press. Secuestrada
WABINER, Tilo/Weiner, Tilo.— Periódico El Actual de Buenos Aires.
WALSH, M. Victoria Delegada. Asesinada 29.9.76
WALSH, Rodolfo Secuestrado 3.77
WALKER, Enrique Secuestrado 17.7.76. Nuevo Mundo.

PESCADO - FISH - POISSON

SANABRIA Secretario general Sindicato Mar del Plata. U.9.

PLASTICO - PLASTIC - PLASTIQUE

ANTUNA, Raúl Uruguayo. Secuestrado

QUIMICOS - CHEMISTS - CHIMISTES

ANGUAS, Ricardo F. Técnico químico. Secuestrado en Buenos Aires.
AREVALO, Cecilia Detenida 11.75. U.2
BELSITO, Reinaldo Secuestrado: 21.3.76
BEER, Alejandro Detenido 11.75. U.6. PEN
MULLER, Héctor Asesinado. 28.5.76
RODRIGUEZ Subdelegado laboratorio Squibb. Secuestrado 14.9.76.

SANIDAD - HEALTH - SANTE

ACERES, Margarita Detenida
BUENANUEVA, Blanca Cristina.— Secuestrada 8.9.76
CHOQUE, Cosme B. Secuestrado 14.9.76
GUEVARA, Isolina De Córdoba. Detenida 11.76.
ORAZIUCK, Eugenio Secretario general seccional La Plata. Secuestrado 22.3.76
MARTINEZ GARCIA, Angela.— Secuestrada 10.9.76
PENA, Irene Néilda Secuestrada 14.9.76

SEGUROS - INSURANCES - ASSURANCES

BEGUAN, Viviana La Estrella Argentina. Detenida 18.1.74. U.2.
EISENSCHELAS, Enrique Continental, S.A. Secuestrado 10.4.76

SUPE

ASEGUIN, Juan Detenido
CARRERA, Marcelo G. Secuestrado 24.11.76
TORRES, Rubén Directivo de SUPE. Detenido.

TELEFONICOS - TELEPHONISTS - TELEPHONIKES

ANDREANI, Omar Detenido
BORELLO, Elsa Detenida 24.10.76. U.2
CUCHETTI, Abel Omar Dirigente. Detenido. PEN
DOMINGUEZ, Dolores Dirigente. Detenida. PEN
ESTIVEL, Detenido. Unidad 9.
GUILLAN, Julio Secretario General de Foetra, Capital Federal. Detenido 24.3.76. En virtud del acta constitucional núm. 2
MAGGI, Daniel Detenido 4.76.
MEDINA, Jorge prov. San Juan. Detenido
MENA, Detenido. U.9
PINTOS, María Detenida. U.2
RUGGERO, Alberto Dirigente del Sindicato Buenos Aires. Detenido
SALCEDO, Asesinado
SANCHEZ, Tomás Detenido
VAZQUEZ, Delegado Foetra (Tucumán). Secuestrado.
VILLAS, Patricia Secuestrada.

TELEGRAFISTAS - TELEGRAPHERS - TELEGRAPHISTS

MEDINA, Víctor Dirigente Tucumán. Secuestrado

TEXTILES - TEXTILE - TEXTILES

ABURTO, Héctor Gaspar Dirigente Seccional Comodoro Rivadavia. Detenido 4.76.
ALVAREZ, Manuel Ant. Delegado. Secuestrado 27.1.76
ALBISU, Hernán Asesinado 5.9.77
BAMPINI, Miguel Angel Grafa. Detenido 12.75. U.9
DIAZ, Fco. Genaro La Hidrofila. Secuestrado 28.4.76.
GONZALEZ, Francisco Detenido
JARA DE CASSO, Amalia Detenida 1975. Unidad 2. PEN
MANDANA, Miguel Grafa, prov. de Tucumán. Detenido 2.76
MENDEZ, Hugo Uruguayo. Dirigente del Congreso Obrero Textil, integrante de la CNT. Secuestrado en Argentina el 15.6.76
VEGA, Daniel Dirigente Seccional Comodoro Rivadavia Detenido. PEN.
VITON, Anibal Jorge De Trelew.

TRABAJADORES, DIRIGENTES, RURALES Y CAMPESINOS - WORKERS, HEADS, RURALS AND PEASANTS - TRAVAILLEURS, DIRIGEANTS, RURALS ET PAY-SANS.

ANDRUJOVICH, Rural. Detenido
ARUSENCHUK, Detenido. U.9. PEN.
BERENT, Juan Carlos Campesino. Detenido el 4.76. U.7, pab. 2. PEN.
BURGOS, Felipe Secuestrado 2.75
CHAVEZ, Filomeno Detenido
ESCOBAR, Héctor R. Detenido
GARCIA, Omar Secuestrado 27.3.76
GONCALVES, Gastón Dirigente Seccional Escobar. Secuestrado 24.3.76.
GONZALEZ CARDOSO, Jorge.— Uruguayo. Secuestrado
GOYENECHÉ, Dirigente Federación Argentina de Trabajadores Rurales. Detenido.
JAIME, Raúl Dirigente Seccional Escobar. Secuestrado 4.4.76.
MAEDA, Ricardo Jorge Detenido
MEDINA, Walter Dirigente Fatre Chaco. Detenido. PEN
MOLOT, Adam Detenido. U.7
MUGICA, Susana Secuestrada
OLIVO, Ana Isabel Delegada ante Ligas Agrarias de Córdoba Detenida. U.2. PEN.
REYES, Raúl Detenido 8.76. Penal Sierra Chica
RODRIGUEZ, Humberto Detenido abril 76. De Córdoba.
TOMASELLA, Sergio Secretario de las Ligas Agrarias. Detenido 11.74. PEN.
TORRES DE BENEGAS, Lucía.— Detenida 9/75. Unidad 2. PEN
ZWACOSKY, Detenida. U.7.
LOTO, Isabel Myriam Detenida 1975. U.2. PEN

BDIC

**TRANSPORTISTAS - TRANSPORTISTS - TRANSPOR-
TISTES**

BARROS, Oseas Oswaldo Empleado Oca Intercargo. Secuestrado
7.5.76.

**TRABAJADORES DE LA UNIVERSIDAD - UNIVERSITY
WORKERS - TRAVAILLEURS DE L'UNIVERSITE**

BOMBARA, Daniel Universidad Nacional del Sur. Asesinado
1975.

DEL RIO, Néstor Universidad Nacional del Sur. Asesinado
en el Hospital Municipal de Bahía Blanca
FERNANDEZ, Delegado de ATULP (La Plata). Deteni-
do. Unidad 7.

MONFRINOTTI, Roberto Delegado Universidad de Cuyo. Deteni-
do. U.9, pab. 5.

PERFIRIO, Roberto Secretario Gremial de ATULP (La Plata).
Secuestrado 7.77 en La Plata.

RAMIREZ, Ernesto Secretario General de ATULP (La Plata).
Secuestrado 7.77 en La Plata.

RODRIGUEZ, Anahí Universidad del Sur. Detenida. U.2
PROSPERI, Cristina Delegada. Facultad de Humanidades
UNLP (La Plata). Secuestrada. Junio 77.

SOSA, Néstor Detenido. U.7
SOSA, Alfredo Argentino Detenido
USABIAGA, Mario Ex-secretario General ATUNS y FATUN
Detenido

VELIZ, Anibal Eduardo Detenido.

UTA

ZAPATA, Walter Delegado línea 172. La Matanza. Secues-
trado 5.76.

**VITIVINICOLAS - VITIWINE-GROWING - VITIVINICO-
LES**

CORREA, Federico Detenido
DE CRISTOFANO, Eugenio Osvaldo.— Operario de Peñaflo. Se-
cuestro 14.9.76.



**UNIDADES CARCELARIAS - JAIL UNITS - UNITES DE
PRISONS**

Unidad 2 — Cárcel de Villa Devoto. Capital Federal.
Unidad 6 — Rawson. Pcia. de Chubut
Unidad 7 — Resistencia. Pcia. del Chaco.
Unidad 9 — La Plata. Pcia. de Buenos Aires.



EDIC

BLOQUE SINDICAL MOVIMIENTO PERONISTA MONTONERO